012 - Europe : EGBA demande une harmonisation de la législation, le système actuel n'est "pas la voie à

La European Gaming and Betting Association a renouvelé son appel à une harmonisation de législation européenne couvrant les jeux et paris en ligne en avance de l'événement ?Quelle réglementation pour les jeux de hasard en d'argent en Europe ? Bilan et perspectives', qui se tiendra au Parlement européen ce mercredi et qui verra Michel Barnier, Commissaire au marché interne pour la Commission européenne, s'exprimer publiquement sur ces questions pour la première fois. EGBA représente la plupart des opérateurs européens importants et souhaite voir plus de clarté réglementaire autour du jeu en ligne et qu'un plan d'action concret soit mis en place pour le secteur en Europe.

Sigrid Ligné, Secrétaire Générale d'EGBA, a déclaré: *« La demande européenne pour les services de jeu en ligne continue de croître. Comme avec d'autres domaines de commerce électronique, les consommateurs européens peuvent voter avec un clic de souris. S'il n'y a pas de cadre juridique pour permettre à des produits populaires d'être lancés sur le marché, les consommateurs peuvent se tourner vers des opérateurs non-autorisés et non-réglementés, avec tous les risques associés. Une plus grande coordination entre les Etats membres est donc vitale pour assurer une régulation efficace et la protection des consommateurs. »*

EGBA a également salué le rapport du Parlement européen (le ?Rapport Creutzmann') adopté en Novembre 2011, qui reconnaît pour la première fois que des solutions réglementaires purement nationales ne sont pas adaptées au caractère trans-frontalier du secteur, de surcroit lorsque le thème de protection du consommateur est soulevé, et appelle à l'adoption d'un cadre communautaire pour les jeux en ligne.

Selon EGBA, le rapport *« invite la Commission européenne, en tant que ?gardienne des traités', à lutter contre les régimes protectionnistes et à poursuivre rapidement des procédures d'infraction (contre des Etats membres), dont certaines sont en suspens depuis 2008?*.

L'association a également souligné la nécessité d'une coopération entre Etats membres en vue de renforcer la confiance mutuelle des pays. Elle a déploré la situation qui a évolué ces

dernières années et vu *« l'émergence en catimini de 27 ?mini-marchés' »* auprès desquels les opérateurs doivent être régulés individuellement, multipliant leurs couts et frais. Selon EGBA, cette situation nuit aux consommateurs, limite leur choix et favorise les opérateurs illégaux en forçant les opérateurs à travailler dans un cadre commercial quasi-impossible.

« C'est simple, cela ne peut pas être la voie à suivre, » a commenté Sigrid Ligné. *« Aucun secteur économique ne peut survivre dans un climat soutenu d'incertitude juridique. Certains régimes nationaux sont clairement en contradiction sur les grandes lignes des traités visant les préjugés protectionnistes, et la situation ne fait qu'empirer. Certains sont même allés jusqu'à introduire des sanctions pénales à l'encontre d'opérateurs et de consommateurs européens via des législations qui sont clairement en violation du droit communautaire ? et pourtant la Commission ne fait rien. Sans action de la Commission aujourd'hui, certains Etats membres continueront de penser qu'ils ont carte blanche pour faire ce qui leur plaît. »*

« Notre objectif final est bien sûr une licence unique ou un passeport pour le jeu en ligne, comme cela existe dans d'autres secteurs, » précise Sigrid Ligné. *« Mais un début pratique doit être mis en place par la Commission afin de proposer une harmonisation »* des régimes de régulation, des normes techniques communes, de reporting et de protection des consommateurs. *« Ce ne sont pas des attentes irréalistes. C'est le minimum requis pour nous permettre de nous rapprocher d'un système européen qui maintient la sécurité des consommateurs, où qu'ils soient dans l'UE, contribue à enrayer l'activité des opérateurs illégaux et produit beaucoup de revenus nécessaires aux Trésors européens à un moment crucial pour l'économie européenne. »*

Articles en relation : Evénement : iGamingFrance partenaire média du colloque sur les jeux en ligne au Parlement européen le 27 juin

Europe : Le Parlement Européen prône une approche commune de l'UE sur les jeux en ligne